



Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie

<https://www.aphg.fr>

> L'enseignant > Université > Pédagogie > Entretien avec Elie Barnavi. De plus loin et de plus haut



Entretien avec Elie Barnavi. De plus loin et de plus haut

Entretien

vendredi 15 mars 2019

Par Christine Guimonnet. [\[1\]](#)

Historien, professeur émérite d'histoire moderne à l'Université de Tel Aviv, Elie Barnavi avait publié sa thèse sous le titre *Le parti de Dieu. Étude sociale et politique des chefs de la Ligue parisienne, 1585-1594* (Publications de la Sorbonne, 1980). Intellectuel et essayiste, mais aussi diplomate, il fut ambassadeur d'Israël en France entre 2000 et 2002. Elie Barnavi livre ici quelques éclairages, issus de nos discussions et échanges, entre la Suisse, Israël et Paris, entre un séminaire à la HEP de Lausanne, où il était convié à prononcer la conférence inaugurale consacrée aux Usages et mésusages des « lieux de mémoire » [\[2\]](#) et le colloque organisé par le MAHJ [\[3\]](#) au mois de juin dernier, où il avait choisi d'exposer *Dix thèses sur le sionisme*.



RACINES ET HISTOIRE FAMILIALE

Pourriez-vous évoquer l'histoire de votre famille ? Vous êtes né en Roumanie au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale. Comment votre famille a-t-elle traversé ce conflit ? Comment avez-vous vécu la période communiste des années cinquante ?

Je suis né en août 1946, d'un père d'origine russe et d'une mère moldave. Mon père a combattu dans les rangs de l'Armée Rouge – la défense de Moscou, Stalingrad, Leningrad... Ma mère était réfugiée en Asie centrale avec deux enfants en bas âge. Ils sont morts tous les deux. Elle ne s'en est jamais remise. Après la guerre, mon père, ancien communiste reconverti pendant la guerre au sionisme, a opté pour la Roumanie dans l'espoir de pouvoir gagner plus facilement la Palestine. Il a été rattrapé par le régime communiste et interdit de sortie. Soi-disant, il possédait des secrets militaires... Il a même fait de la prison pour « cosmopolitisme », nom de code du sionisme.

Que signifiait le sionisme pour votre famille qui s'installe en Israël au début des années soixante ? Comment l'adolescent d'une quinzaine d'années que vous étiez a-t-il vécu ce changement, cette transplantation dans la société israélienne ?

Le sionisme était moins une doctrine que la réalisation d'une aspiration. Pour mes parents, ce n'était pas facile, mais les temps étaient durs pour tout le monde. Et puis, mon père parlait couramment l'hébreu – c'était la langue dans laquelle nous communiquions, lui et moi. Avec les années, je me suis aperçu à quel point il était politiquement conformiste, à l'image de l'ensemble de la communauté nationale israélienne de l'époque. Il était travailliste, les pères fondateurs étaient au pouvoir, le bien-fondé de leurs décisions était au-delà de toute critique... C'était simple, même si, en réalité, ce ne l'était pas tant que cela. Je crois que, culturellement, il a souffert. Il n'en parlait pas souvent, car il estimait que cela ne se faisait pas, mais, à l'occasion de tel tournant de phrase, on devinait qu'il trouvait la société fruste, mal léchée. L'adolescent que j'étais n'avait pas ces états d'âme. J'ai passé une année dans un kibboutz, où la vie me convenait. Dans l'ensemble, je me suis intégré sans problème. Il importe de garder à l'esprit que, pour être une société d'immigrants, la société israélienne disposait de ciments intégrateurs que d'autres sociétés d'immigrants n'ont pas connus : une histoire et une religion partagées, une saga nationale dans laquelle, à l'époque, tout le monde se reconnaissait, le danger extérieur... Songez que le modèle américain, pour n'évoquer que lui, n'avait

que la Constitution et l'espoir d'une vie meilleure...

Le 19 avril, l'Etat d'Israël a célébré le soixante-dixième anniversaire de sa naissance. Quel regard d'homme, de citoyen et d'historien jetez-vous sur ces décennies ?

Vous avez raison, la perspective n'est pas la même. Les yeux fixés sur l'horizon bas du quotidien, le citoyen y trouve peu de raisons de se réjouir. Dans le nord, il constate qu'Israël se trouve désormais confronté non seulement au Hezbollah, mais directement aux Iraniens, cependant que l'administration Trump s'apprête à quitter la Syrie et que l'entente avec la Russie s'effrite. Dans le sud, il suit avec angoisse les manifestations palestiniennes hebdomadaires dites « du retour » sur la frontière de Gaza, qui ont déjà fait des dizaines de morts par balle.

S'il tourne son regard vers l'intérieur, que voit-il ? La polarisation croissante de la société israélienne, la montée de l'intolérance, du racisme, d'une version agressive et rétrograde de la religion, sous la férule d'un gouvernement faible, divisé, conduit par un chef aux abois qui n'a plus, en guise de politique, que l'obsession de survivre. Une crise gouvernementale chasse l'autre. Le premier ministre, qui a apparemment décidé de provoquer des élections anticipées, cherche la confrontation avec ses partenaires, dans une course éperdue à qui apparaîtra le plus à droite, qui fera figure de meilleur rempart contre les ennemis de l'intérieur – la justice, la presse, la gauche, les libéraux, les immigrés. Seule sa « base » compte, et au diable tout le reste. Tout au plus ce citoyen admettra-t-il que la société civile résiste, que la justice, toujours indépendante, fait son travail, et que la presse fait le sien.

Censé voir de plus loin et de plus haut, l'historien constatera que, entre sa création et aujourd'hui, le pays a muté. Au socialisme des origines s'est substitué à partir des années 1970 le libéralisme économique et sociétal, et, en deux générations, Israël a troqué la société la plus égalitaire contre la société la plus inégalitaire du monde démocratique après les États-Unis. Dans tous les domaines – salaires, logement, santé, éducation – l'écart entre ce qu'on appelle ici le « centre » et la « périphérie » n'a pas cessé de se creuser. En même temps, comme toute idéologie victorieuse, le sionisme s'est essouffé. Le « modèle sabra », exalté dans la littérature de la génération de la guerre d'Indépendance, dans la chanson populaire et dans les arts, a été battu en brèche. La société intégrée de jadis a fait place à une mosaïque de « tribus », or, le clivage socio-économique classique recoupe ici d'autres divisions, ethniques et culturelles comme celles-ci : Ashkénazes/Orientaux, Juifs/Arabes, religieux/sécularistes. En un sens, Israël a suivi l'évolution de l'ensemble des sociétés démocratiques libérales, toutes peu ou prou victimes d'une dilution de l'identité collective en une myriade d'identités particulières revendicatrices. Si ce n'est qu'en Israël, cette scissiparité coexiste avec une question fondamentale, qui porte sur l'essence même de la nation. Qu'est-ce donc qu'Israël ? Un État-nation démocratique « comme les autres », fondé sur la souveraineté populaire et l'état de droit ? Ou une communauté de croyants soumise à la Torah ? Cette querelle n'a rien de théorique. Explicite ou sous-jacente, elle est tapie derrière maint projet de loi, elle sous-tend les programmes des partis politiques, elle imprègne le débat public. De la manière dont elle sera vidée dépendra le visage de l'Etat juif de demain.

Enfin, il faudra bien qu'il admette qu'Israël n'a toujours pas réglé ce qui reste son problème existentiel, les relations avec son environnement. Pourtant, là encore, que de chemin parcouru ! La guerre des Six-Jours a sonné le glas du rêve arabe de détruire « l'entité sioniste ». La guerre du Kippour a ouvert la voie à la paix avec l'Égypte, aux accords d'Oslo, à la paix avec la Jordanie. Deux des principaux adversaires de l'Etat juif ainsi militairement neutralisés, vint le tour de l'Irak, mis hors-jeu par les deux guerres du Golfe, puis celui de la Syrie, emportée par la terrible guerre civile qui vient d'entrer en sa huitième année et dont on n'aperçoit toujours pas la fin. En fait, le mal nommé Printemps arabe a libéré Israël de toute menace existentielle : il n'y a bonnement plus d'armée arabe, ou de coalition d'armées arabes, capable de mettre en péril l'Etat juif. Il y a mieux. La polarisation à l'œuvre au sein du monde musulman entre sunnites entraînés par l'Arabie saoudite et chiites dont le chef de file est l'Iran, fait d'Israël un allié discret mais actif des premiers au détriment des seconds. Aux yeux du monde sunnite dit modéré, ce n'est plus l'Etat juif qui fait figure d'épouvantail, c'est l'Iran. La normalisation des relations entre l'Etat juif et les Arabes est à l'ordre du jour depuis la publication en 2002 du plan de paix saoudien. Dans cette configuration nouvelle, les Palestiniens, divisés, mal gouvernés et sans alliés sinon de façade, font figure de dindons de la farce. S'ils rendent impossible la normalisation ouverte des relations avec Israël, ils sont impuissants à en empêcher les effets pratiques : coopération sécuritaire, commerce, voire concertation diplomatique.

Il n'empêche, il n'y aura jamais de véritable normalisation sans une solution au problème palestinien. La question des Territoires a fini par pénétrer tous les recoins de la vie publique du pays. Elle est à l'origine de la montée en force de la religion dans la législation, dans l'éducation nationale, dans l'armée. Elle provoque la polarisation idéologique croissante entre « droite » et « gauche » – termes qui revêtent ici une signification particulière, liée précisément à l'idée qu'on se fait de la solution du problème palestinien. C'est, à n'en point douter, le défi le plus lourd qu'il reste à l'Etat juif de relever.

Cependant, si le citoyen n'étouffe pas l'historien, il lui faut bien reconnaître que la perspective longue est loin d'être

désespérée. Né dans des conditions de naissance invraisemblables, dans la foulée de la Shoah et dans la guerre permanente, dans un pays aride, sans ressources naturelles, le chétif État juif proclamé par Ben Gourion le 5 du mois de yiar, jeudi 19 avril selon le calendrier grégorien, a résisté à l'assaut de ses ennemis, absorbé en un temps record des masses de réfugiés démunies de tout, ressuscité une langue pratiquement morte et bâti une culture nationale vigoureuse. Et il a fait tout cela tout en conservant des institutions et un mode de vie raisonnablement démocratiques. Aujourd'hui, avec 8 millions d'habitants et une démographie dynamique, une économie diversifiée entraînée par un secteur de haute technologie parmi les plus performants de la planète, un remarquable niveau scientifique et culturel et une armée sans rivale dans la région, Israël a fait mieux que survivre en dépit des menaces qui ont toujours pesé sur lui ; il s'est mué au cours des décennies en un État puissant. A tout prendre, c'est un bilan honorable.

ÉCRIRE L'HISTOIRE

Pourquoi avoir choisi de travailler sur les guerres de religion et le XVI^e siècle ?

Le directeur du département d'Histoire de l'Université de Tel-Aviv, où j'étais en maîtrise, souhaitait que je me spécialise dans l'histoire de la France du XVII^e siècle. Mais c'est le XVI^e siècle qui m'intéressait au premier chef, parce que c'était le temps de la première modernité européenne, autrement dit de la première modernité tout court. A l'époque, un livre déjà ancien d'Henri Hauser, *La modernité du XVI^e siècle*, m'avait fait forte impression. Et puis, à l'intérieur de cette tranche d'histoire, les guerres de religion se sont imposées à moi. Je devinais que le phénomène allait se reproduire sous d'autres cieux, mes cieux. J'avais publié ma thèse, consacrée aux chefs parisiens de la sainte Ligue, Le parti de Dieu. La même année, en 1982, apparaissait au Liban un parti nommé Hezbollah. Hezbollah signifie en arabe le « parti de Dieu ». J'y vois davantage qu'une coïncidence.

En 2003, a été publiée en français une « Histoire de l'autre », travail de professeurs israéliens et palestiniens. Comment cet ouvrage a-t-il été perçu en Israël ? On espère toujours qu'il soit possible d'écrire une histoire à deux voix qui prenne en compte les deux points de vue, sans les mettre à côté l'une de l'autre de façon séparée (dans « Histoire de l'autre », elles sont en face mais ne communiquent pas !). Mais n'est-ce pas une utopie ? Les historiens, les cinéastes sont souvent en avance par rapport à l'action politique : y a-t-il des formes de rapprochements entre Israéliens et Palestiniens qui fonctionnent ?

Il a eu peu d'échos, et encore moins d'usage. Mais je connais mal cette affaire. J'avais moi-même vaguement formulé le projet d'un ouvrage commun de ce type avec l'historien palestinien Elias Sanbar, mais il est devenu diplomate et l'idée est tombée à l'eau. Était-elle réaliste ? Difficile à dire. Disons que l'atmosphère actuelle ne se prête guère à ce genre d'initiative.

Il m'arrive d'utiliser ponctuellement des extraits de cet ouvrage, qui peut permettre à des élèves de terminale de comprendre à quel point accepter le point de vue de l'autre est difficile [4]. Peut-on considérer qu'il existe en Israël un « roman national » ? Quel fut l'écho des travaux des nouveaux historiens (I. Pappé, T. Segev, B. Morris ...) ? Y a-t-il une sorte de consensus ou y a-t-il encore des clivages forts ?

Jusque dans les années 1980, il y a eu un « roman national », centré sur l'épopée sioniste. Il s'est effiloché depuis, à la fois sous les coups de boutoir des « nouveaux historiens », et de l'évolution de la société israélienne que je décrivais tantôt. Il n'y a donc plus de « roman national », si ce n'est celui, nationaliste et religieux, que le pouvoir actuel tente d'imposer à nos enfants. Avec un succès mitigé. Avner Ben-Amos présente une intéressante synthèse de ces débats, dans un récent numéro des *Cahiers Pédagogiques* consacré aux enjeux de l'enseignement de l'histoire à l'école [5].

La France n'échappe pas à ces débats. Nous n'avons ici que des expériences très limitées avec le manuel franco-allemand, les travaux menés par l'APHG et le Georg Eckert Institut [6] ou encore des colloques réguliers entre notre association et celle de nos collègues d'outre-Rhin [7], afin de tenter d'améliorer l'enseignement de l'histoire du pays voisin. Y a-t-il selon vous une place pour un récit européen à plusieurs voix, qui expose les enjeux, les clivages, les avancées, les nœuds de l'histoire et des sociétés et qui soit autre chose qu'un récit aseptisé qui ne voudrait fâcher personne ?

Oui, je le crois fortement. Après tout, il n'existe pas de phénomène historique d'importance au plan national qui n'ait pas été aussi un phénomène européen. Songez à la féodalité, à l'émergence de l'Etat, à la Renaissance, à la Réforme, à la révolution scientifique, aux Lumières, à la révolution industrielle... Là encore, dans le cadre du musée de l'Europe cette fois, j'avais imaginé initier un tel projet, non pour supplanter les histoires nationales, mais pour les doubler d'une perspective européenne. Mais c'est décourageant. Songez qu'en Allemagne seule, il faut convaincre seize ministres de

Pouvez-vous expliquer la genèse de ce musée de l'Europe dont vous vous occupez ?

Le musée de l'Europe est une association muséale fondée voici une vingtaine d'années qui crée des expositions temporaires sur des thèmes européens, dans une perspective historique et en considérant l'Europe comme une aire de civilisation d'un seul tenant. Il est né d'une initiative de la société civile – un groupe de promoteurs belges d'expositions et d'événements culturels – et a bénéficié du soutien des autorités belges, fédérales et fédérées (il y en a beaucoup). Moi, j'y suis arrivé un peu par hasard. L'histoire de ce projet pourrait faire l'objet d'un gros volume, fort instructif d'ailleurs. Toujours est-il que nous avons réussi de belles réalisations, dont une exposition sur l'histoire de la construction européenne qui a fait date, et dont le catalogue sert toujours d'une sorte de manuel pour les fonctionnaires de la Commission.

Encore aujourd'hui, les tentations des pouvoirs politiques d'imposer une vision de l'histoire ou de procéder à une réécriture de l'histoire restent fortes (Pologne, Hongrie ...) [8]. Lors d'un séminaire international à Auschwitz, j'ai entendu à plusieurs reprises l'idée que les souffrances de certaines populations n'étaient pas (assez ?) prises en compte : les Polonais catholiques ; le sort des Hongrois pendant la période communiste. Il y avait des responsables des musées de la Shoah/de l'Holocauste de nombreux pays, des musées des camps de concentration et une responsable de l'association russe Mémorial. Comme si en Europe de l'Ouest, on ne comprenait pas ce qu'était la vie derrière le rideau de fer. Cela montrait bien à quel point les gens avaient subi des « périodes de violences multiples » qui peuvent se superposer, se télescoper (plusieurs totalitarismes, plusieurs répressions, l'antisémitisme nazi, l'antisémitisme communiste ...) et rendre complexes les mémoires. Nos lycéens de terminale ont un chapitre intitulé « L'historien et les mémoires de la guerre », et que ce soit en travaillant que celle de 1939-45 ou celle de l'Algérie, et ils se rendent compte de la difficulté d'écrire l'histoire et de prendre en compte le point de vue de tous.

Quelle analyse en faites-vous ?

Vous me demandez un traité ! Je me contenterai de l'exemple de l'exposition sur la construction européenne que je viens d'évoquer. Ce dont on s'est aperçu est que, si l'on veut dire la même chose dans différents pays, il faut la dire différemment. Comment en serait-il autrement ? Les expériences nationales ne sont pas les mêmes, et partant, les sensibilités non plus. Ainsi, nous avons présenté Staline comme l'un des « pères de l'Europe ». C'était ironique, bien sûr, bien que tout à fait exact. Mais lorsque nous avons montré notre exposition aux Polonais, à Wrocław, il s'est avéré que cette ironie-là était hors de question chez eux. Par ailleurs, dans une perspective occidentale, l'événement clé de la fin du siècle était la chute du mur de Berlin. Pas pour les Polonais, qui estiment que tout a commencé avec les grandes grèves de Gdansk, la création du syndicat Solidarnosc et les premières élections libres en Pologne. Il nous a donc fallu adapter notre parcours, non pour tordre le cou à l'histoire, mais simplement pour prendre en compte les différences de perspective et de sensibilité de publics différents. Dernier exemple : la place énorme qu'occupe dans l'historiographie et l'imaginaire la Seconde Guerre mondiale de ce côté-ci des Pyrénées, n'a pas de sens au-delà. En Espagne, la vraie coupure est la guerre civile.

Cependant, si la concurrence victimaire à laquelle vous faites allusion devient de plus en plus stridente, jusqu'à des manifestations aussi obscènes que la loi mémorielle que vient de voter la Diète polonaise, c'est en raison de la montée de mouvements populistes et identitaires. Pour tous les peuples, l'histoire est un enjeu essentiel ; pour les Orban, Kaczynski et autres Stracher, c'est un outil de pouvoir.

Annette Wieviorka revient dans un article récent sur les conséquences du raidissement mémoriel qui frappe la Pologne [9]. Soixante-treize ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, la Shoah, le comportement de la population polonaise, ou encore l'antisémitisme, restent des sujets extrêmement sensibles. Les réactions dès que l'expression camp polonais est utilisée soit par des médias étrangers dans des articles, soit par des particuliers sur les réseaux sociaux montrent la volonté de rectifier les erreurs : le compte Twitter du Musée d'Auschwitz intervient ainsi systématiquement. Par exemple, un tweet du 7 décembre 2017 adressé à Reuters (avec copie à l'ambassade de Pologne en France) indique : « Auschwitz était un camp allemand nazi, pas « polonais ». Correct s'il vous plaît » [10]. On peut comprendre cette volonté de lutter contre les confusions.

Mais les décisions du gouvernement et du parti PIS montrent également une volonté de contrôle, voire de réécriture du récit historique. Les problèmes dépassent donc très largement l'histoire et les mémoires du complexe d'Auschwitz-Birkenau, l'utilisation et l'instrumentalisation d'un lieu de mémoire, la gestion par Pologne des vestiges des camps créés par les Nazis. Des historiens ont récemment remis en question le rôle des populations polonaises [11], que ce soit lors de pogroms pendant et après la guerre. Le livre de Jan Gross, *Les Voisins*, qui explique le massacre des Juifs de Jedwabne le 10 juillet 1941, a ainsi fortement bouleversé l'image que la Pologne avait d'elle-même [12]. Accusés de salir la mémoire polonaise, Jan Gross [13] ou encore Jan Grabowski, professeur à l'université d'Ottawa, ont fait

l'objet d'attaques inquiétantes [14], comme si le PIS entendait promouvoir une version de l'histoire où l'exigence scientifique et la vérité historiques pourraient ne plus avoir leur place. En dépit du recul du gouvernement polonais [15] les historiens demeurent vigilants.

COMPRENDRE LA SOCIÉTÉ ISRAËLIENNE

Votre pays est l'objet de nombreuses critiques, lancées par toutes sortes de gens y compris ceux qui ne se sont jamais rendus en Israël. Le processus de paix est une expression devenue difficile à utiliser tellement il est au point mort. Le camp de la paix semble inaudible. Les huit ans de la présidence Obama n'ont pas permis la moindre avancée. L'actuel premier ministre semble cerné par les affaires, mais affirme qu'il restera. La société israélienne est-elle gouvernée par la peur ? Quels en sont les clivages actuels sachant que celui qui sépare les religieux (surtout les *haredim*) et les laïques semble de plus en plus important ?

La société israélienne souffre de divisions graves, j'en ai dit un mot plus haut. Ces divisions sont exacerbées et manipulées par Netanyahou et ses acolytes, tout comme la peur, laquelle est un ingrédient essentiel de leur pouvoir. Mais si le fameux « processus de paix » est mal en point, ce n'est pas uniquement de leur faute. Les Palestiniens ont leur part de responsabilité – ainsi, le camp de la paix a été rendu muet par la violence insensée et tragiquement inutile de la deuxième intifada –, la « communauté internationale » aussi, notamment les États-Unis pour ce qu'ils n'ont pas voulu faire et l'Europe pour ce qu'elle est incapable de faire. Dans cette nef des fous qu'est le Proche-Orient, les passagers sont plus nombreux qu'elle n'en peut contenir.

Bibliographie :

- *Israël et ses paradoxes : Idées reçues sur un pays qui attise les passions*, Le Cavalier bleu, 2018 (avec Denis Charbit)
- *Les religions meurtrières*, Flammarion, Champs Essais, 2016
- *Israël, un portrait historique*, Flammarion, Champs Histoire, 2015, précédemment paru sous le titre *Une histoire moderne d'Israël* (1998)
- *Dix thèses sur la guerre*, Flammarion, 2015

© Christine Guimonnet pour *Historiens & Géographes*, tous droits réservés, 15/03/2019.

Notes

[1] Professeure d'histoire-géographie au Lycée Camille Pissarro de Pontoise, Secrétaire générale de l'APHG, Rédactrice adjointe d'*Historiens et Géographes*.

[2] <https://www.hepl.ch/files/live/site...>

[3] <https://www.mahj.org/fr/programme/l...>

[4] ASSOULINE Pierre-Simon, « L'impossible manuel d'histoire israélo-palestinien », Times of Israël, <https://fr.timesofisrael.com/limpos...>

[5] BEN-AMOS Avner, « Israël : quelle histoire enseigner ? », *Les Cahiers pédagogiques*, n° 546, juin 2018, p. 38-40.

[6] <http://www.gei.de/home.html> (consulté le 24.09. 2018)

[7] <https://www.aphg.fr/Colloque-Regard...> (consulté le 24.09.2018)

[8] <https://www.lemonde.fr/europe/artic...> (Consulté le 24.09.2018)

[9] WIEVIORKA Annette, « Les Polonais, la mémoire et les Juifs », *L'Histoire*, n° 488, juin 2018, p. 24-25

[10] <https://twitter.com/auschwitzmuseum...>

[11] Jan T. Gross, *La Peur. L'antisémitisme en Pologne après Auschwitz*, traduit de l'américain par Jean-Pierre Ricard et du polonais par Xavier Chantry, Éditions Calmann-Lévy, Paris, 2010.

[12] *Les Voisins : 10 juillet 1941, un Massacre de Juifs en Pologne*, traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, Fayard, 2002. Le livre a d'abord été publié en Pologne en 2000, puis aux États-Unis en 2001. Voir également l'analyse d'Audrey Kichelewski <https://www.cairn.info/revue-annale...>

[13] <https://www.ehess.fr/sites/default/...>

[14] <https://cdp-hrc.uottawa.ca/fr/enonc...>

[15] <https://www.lemonde.fr/europe/artic...>